

Les promesses vacillantes de l'euro

Secouée par dix ans de crise, l'union monétaire doit affronter la montée de l'euro-scepticisme

C'est le scénario noir. Un risque aux conséquences au-delà de l'imaginable, que beaucoup à Paris, Bruxelles, Berlin pensaient écarté pour de bon. Voire enterré, puisque la croissance est de retour. Mais ces derniers jours, la perspective d'une coalition gouvernementale entre les populistes du Mouvement 5 étoiles et les souverainistes de la Ligue en Italie a rappelé les europhiles à la réalité: la zone euro n'est pas immortelle. Rien ne garantit qu'elle survivra à la prochaine crise financière. Et avant cela, peut-être, à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement euro-sceptique dans la troisième économie de la région. Car même si les deux formations italiennes affirment vouloir conserver l'euro, elles pourraient bloquer les réformes indispensables à sa pérennité. «Avec l'Italie, une terrible épreuve de vérité se prépare pour l'union monétaire», redoute Daniel Cohen, économiste à l'École normale supérieure.

La monnaie unique est une institution fragile. Et jeune. Les États membres l'ont introduite en 1999 pour les transactions financières, puis en 2002 pour les pièces et billets. Avec un objectif: renforcer encore les liens entre leurs économies, mettre fin aux incertitudes liées aux fluctuations des changes et contribuer à la prospérité commune. Seulement voilà: sur les dix-neuf années d'existence de l'euro, dix ont été marquées par la crise. Cela rend tout bilan délicat. Les plus sévères soulignent que dans les pays les plus faibles, il a contribué à la désindustrialisation. Les eurosceptiques lui font porter le chapeau de tous les maux du moment, du chômage aux inégalités en passant par les délocalisations. «L'euro sert parfois de bouc émissaire facile», regrette Philippe Martin, président délégué du Conseil d'analyse économique. «Il a pu aggraver certain-

es difficultés, mais beaucoup relèvent d'abord de problèmes nationaux», ajoute Jeromin Zettelmeyer, économiste en chef du ministère de l'Économie allemand entre 2014 et 2016, aujourd'hui à

l'Institut Peterson, un think tank de Washington.

Voilà où en est l'euro: tout le monde s'accorde à dire qu'il fonctionne mal. Mais les diagnostics sur les causes divergent. Si l'on schématise, deux grands courants s'affrontent. Le premier, plutôt représenté en Allemagne et en Europe du Nord, juge que les problèmes viennent pour bonne partie des erreurs de politiques économiques de certains gouvernements, responsables, entre autres, d'avoir violé les règles collectives. En particulier celles imposant la limite de 3 % du PIB pour le déficit public et de 60 % pour la dette publique. Dans ces conditions, il faut renforcer les règles. Sans quoi, mutualiser dettes ou budgets conduirait à la catastrophe.

Le second courant, notamment représenté en France, estime que l'incomplétude de la monnaie unique est, pour l'essentiel, à l'origine du mal. «Comme elle n'a pas de budget fédéral ni de mécanisme de solidarité, les ajustements sont uniquement portés par les pays les plus fragiles, contraints de couper dans les dépenses et les salaires: la zone euro telle qu'elle fonctionne aujourd'hui fabrique la divergence entre ses membres», s'inquiète Patrick Artus, économiste chez Natixis.

Pas étonnant, dès lors, que Paris et Berlin aient tant de mal à s'en-

Les diagnostics sur les causes du mauvais fonctionnement de la devise européenne divergent

tendre. Les deux pays doivent présenter, avant le sommet européen des 28 et 29 juin, une feuille de route commune jetant les pistes des réformes pour solidifier l'euro. Mais en dépit des appels d'Emmanuel Macron, l'Allemagne traîne des pieds. L'idée de créer un budget de la zone euro, chère à Paris, la laisse de marbre. Toute perspective de mutualisation financière fait frémir nos voisins, soucieux de ne pas mettre au pot

commun pour des pays manquant de sérieux financier à leurs yeux. «En vérité, Paris et Berlin n'ont pas le même projet en tête», regrette un diplomate européen. «Le grand risque, aujourd'hui, est que l'on opte pour le statu quo: ce serait faire le lit de la prochaine crise», redoute l'eurodéputée socialiste Pervenche Bérés.

Un attrait terni par la crise

Nombre d'économistes et dirigeants politiques restent pourtant convaincus qu'entre les deux rives du Rhin, un compromis est possible. Après tout, l'union monétaire a déjà surmonté de plus grands obstacles. Elle a survécu au risque d'une dislocation à l'été 2015, lorsque ses dirigeants se sont accordés pour maintenir la Grèce dans l'euro, en dépit des tensions explosives entre Athènes et Berlin. Le ministre des finances allemand de l'époque, le puissant Wolfgang Schäuble, était en effet favorable au «Grexit», la sortie de la Grèce...

Donnant tort à ceux qui prédisaient leur paralysie, les dirigeants européens ont aussi réussi, au cœur de la récession, à bâtir l'union bancaire, indispensable pour renforcer les banques. Désormais, celles-ci sont supervisées de près par la Banque centrale européenne (BCE). Et les nouvelles règles exigent qu'en cas de faillite, les actionnaires – et non plus les contribuables – soient les premiers à payer. En 2012, ils ont aussi instauré un premier pare-feu anti-crise, le Mécanisme européen de stabilité. Doté d'une capacité de prêt de 500 milliards d'euros, il ap-

porte une assistance aux pays en difficulté financière. C'est lui qui, aujourd'hui, verse les aides à Athènes, dans le cadre du troisième plan de sauvetage du pays.

En outre, les partis eurosceptiques ont pour la plupart expurgé leurs discours de références à une sortie de l'Eurozone à la suite du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, en juin 2016. La déconfiture de Marine Le Pen à l'élection présidentielle française, en 2017, a démontré l'incohérence du raisonnement prônant le retour au franc. En Autriche, le FPÖ est résolument contre l'idée d'une sortie de l'euro. En Italie, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles ont quelque peu adouci leur discours

pendant la campagne électorale.

Ce n'est pas un hasard: même s'ils se montrent critiques, les citoyens des dix-neuf pays membres restent attachés à la monnaie unique. D'après la dernière enquête de la Commission européenne sur le sujet, menée en octobre 2017, 64 % d'entre eux estiment qu'elle est une bonne chose pour leur pays. Il s'agit du plus haut niveau enregistré depuis 2002, en progression de 8 points sur un an. Et 79 % sont favorables à l'adoption de réformes pour améliorer son fonctionnement.

Mais hors des frontières de l'Euroland, l'euro ne fait plus rêver. La crise a terni son attrait. Selon les niveaux, tous les pays membres de l'Union européenne (UE) ont en théorie vocation à le rejoindre. Or, depuis l'adhésion de l'Estonie (2011), de la Lettonie (2014) puis de la Lituanie (2015), les candidats se font rares. Parmi les huit membres restant (sans compter le Royaume-Uni), seule la Bulgarie, pays le plus pauvre de l'UE, est officiellement volontaire. Sur le papier, ses comptes publics sont dans les clous. Mais l'état de ses banques et la corruption endémique dans le pays inquiètent. «Personne ne voit Sofia entrer rapidement dans la zone euro: on ne leur dira pas non, mais le processus sera très long», confie deux sources diplomatiques. C'est dire si la dynamique de l'Eurozone, censée incarner l'achèvement du rêve européen, s'est essoufflée.

L'adhésion de la Pologne, premier pays de l'Est par sa démographie, aurait pu la relancer. Mais il n'en est plus question depuis fin 2016, lorsque le parti conservateur eurosceptique Droit et justice (PiS) a pris le pouvoir. Au-delà des nécessaires réformes et de l'impasse du dialogue franco-allemand, le futur de monnaie unique se joue aussi ici, juge-t-on à Bruxelles. A savoir, convaincre une Europe de l'Est échaudée par la crise des migrants et tentée par le repli populiste que l'euro n'est pas un petit club sans avenir, réservé aux pays de l'Ouest... ■

MARIE CHARREL
ET CÉCILE DUCOURTIEUX
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

Cinquième volet: L'Europe, en première ligne pour la défense du libre-échange

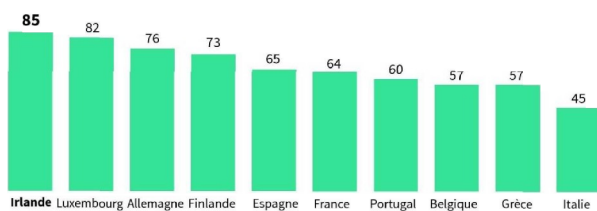
Une union monétaire hétérogène

Les critères économiques d'adhésion à la zone euro

- 1 **La stabilité des prix**
Le taux d'inflation ne peut dépasser de plus de 1,5 % celui des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats.
- 2 **Des finances publiques saines**
Le déficit public ne peut pas être supérieur à 3 % du PIB. La dette publique ne peut être supérieure à 60 % du PIB.
- 3 **La stabilité du taux de change avec l'euro**
Et ce, pendant deux ans au moins avant l'adhésion.
- 4 **La stabilité des taux d'intérêt à long terme**
Le taux d'intérêt à long terme ne devrait pas excéder de plus de 2 % celui des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

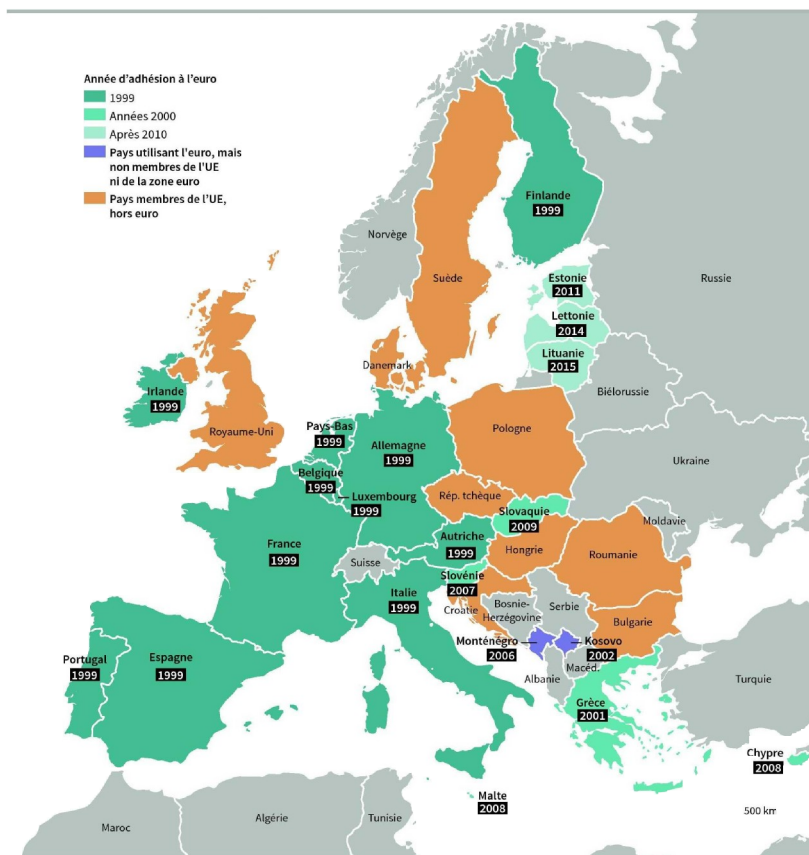
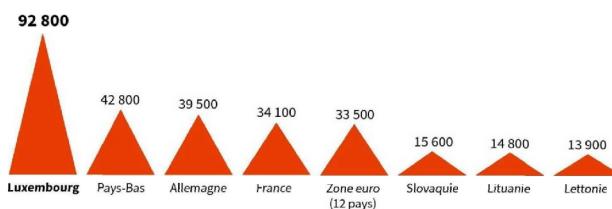
Les citoyens de la zone euro sont attachés à la monnaie unique

POURCENTAGE DE RÉPONSE « OUI » À LA QUESTION : « ESTIMEZ-VOUS QUE L'EURO EST UNE BONNE CHOSE POUR VOTRE PAYS ? »



Des niveaux de richesse disparates

PIB PAR HABITANT EN 2017, EN EUROS



SOURCES : EUROBAROMÈTRE, COMMISSION EUROPÉENNE, SEPTEMBRE 2017 ; EUROSTAT - INFOGRAPHIE LE MONDE

« En France, la monnaie unique a permis de réduire la charge de la dette publique »

POUR XAVIER TIMBEAU, directeur principal à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'euro a aussi amplifié la crise de 2012.

L'union monétaire a été créée pour mettre fin à l'instabilité des changes. La France y était-elle particulièrement exposée ?

Oui. Le franc a longtemps eu la réputation d'être une monnaie faible, traînant derrière lui une longue histoire de dévaluations. Dans les années 1980, celles-ci avaient généré une énorme inflation. Le franc subissait en outre une double pression: plus faible que le deutschemark, il était aussi soumis aux dévaluations des monnaies du Sud. Résultat: au début des années 1990, au moment de la réunification allemande, Paris a choisi de conserver une parité avec le mark. Mais, comme beaucoup d'Etats ont dévalué leur monnaie, cela a entraîné une perte de compétitivité de l'économie française. L'instabilité des taux de change a pesé sur la capacité des industriels à investir.

Ce que les uns ont gagné en stabilité avec l'euro, les ménages l'ont-ils perdu en pouvoir d'achat ?

Le débat sur le sujet a été très intense au début des années 2000. L'Insee a fini par trancher: il n'y a pas eu de bond en avant des prix au moment du passage à l'euro. A son introduction, la monnaie unique était plutôt dé-

valuée par rapport au dollar, ce qui a provoqué un peu d'inflation importée, et il y a eu également un effet d'arrondi. Les consommateurs ont fortement ressenti la hausse de certains produits comme le café au comptoir. Mais ils ont oublié la baisse des prix d'un certain nombre de biens manufacturés et d'équipement.

Comment expliquez-vous l'écart entre les statistiques et la perception générale ?

L'euro était censé poser les conditions d'une stabilité macroéconomique et permettre aux Européens de s'insérer sans trop de dommages dans la mondialisation. Seulement, il n'a pas empêché l'irruption des inégalités. A cause du chômage et des politiques budgétaires, les classes moyennes ont vu leur pouvoir d'achat stagner, voire décroître. Parce que ce pouvoir d'achat est exprimé en euros, la monnaie unique représente cette perte de niveau de vie.

L'Etat en a-t-il davantage profité ?

Oui, parce qu'il a eu un effet très fort sur les taux d'intérêt. Le taux apparent [le taux moyen de toutes les obligations émises et non arrivées à échéance] de la dette publique a baissé continuellement pour la France. Il est passé de plus de 6 % à 2 % entre 1996 et 2016. Cela a permis de réduire la part de la charge d'intérêts payée chaque année de 3,5 points à 2 points de PIB aujourd'hui, mal-

gré la hausse de la dette publique. Cela représente entre 40 et 60 milliards d'euros économisés chaque année.

Qu'est-ce que la crise de 2008 a changé ?

Elle a réactivé le spectre d'une difficulté de financement de la dette publique et de l'ensemble des agents économiques. Le secteur bancaire a coupé la distribution de crédits, ce qui a pénalisé l'activité en France et impacté notamment la trésorerie des entreprises et les possibilités d'investissement.

Comment en est-on sorti ?

Début 2009, les pays développés se sont mis à faire de la relance coordonnée. Cela a plutôt fonctionné dans un premier temps, mais la zone euro a commis l'erreur de penser que le plan de soutien au secteur financier de l'automne 2008 suffirait pour que les banques absorbent le choc. Alors que la Réserve fédérale américaine et la banque centrale britannique ont immédiatement mis en place des rachats massifs de titres publics, la Banque centrale européenne [BCE] a considéré que chacun devait se débrouiller avec ses dettes. Contrairement à 2008, la crise de 2012 en Europe est donc fondamentalement liée à la monnaie unique, qui l'a amplifiée. La BCE a dû revoir sa politique, et les rachats de dettes décidés par son président, Mario Draghi, ont stoppé la spéculation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISE BARTHET

La Pologne, pays très réfractaire

Les bénéfices d'une adoption de la monnaie européenne, vantés par les économistes polonais, pèsent peu face aux réticences de la population

VARSOVIE - correspondance

En Pologne, la monnaie unique inspire la frilosité, voire l'animosité, aussi bien dans la population que dans la classe politique. Selon une étude d'opinion, parue en janvier, 60 % des sondés seraient contre l'adoption de l'euro, contre 21 % d'avis favorables. Et la proportion de sceptiques n'a cessé de croître, ces huit dernières années. « Les gens ont peur de l'augmentation des prix et d'une baisse de leur niveau de vie, souligne l'économiste Witold Orłowski. Et, même si c'est une impression largement biaisée, ils sont assaillis d'informations allant dans ce sens venues d'Europe de l'Ouest. »

Cet état de fait crée une barrière politique aujourd'hui insurmontable. Le zloty polonais ayant un statut constitutionnel, l'introduction de l'euro nécessiterait une réforme de la Constitution, pour laquelle une majorité des deux tiers du Parlement est requise. Un compromis au-delà des clivages partisans impensable, dans un contexte de guerre à couteaux tirés entre les ultraconservateurs eurosceptiques du Parti droit et justice (PiS) au pouvoir et l'opposition libérale, sur la question des atteintes à l'Etat de droit. Compte tenu de l'humeur populaire, ni la majorité ni l'opposition n'ont inté-

rêt à mettre la question de l'adoption de l'euro à l'ordre du jour.

Pourtant, une large majorité d'économistes polonais ne cesse de souligner les bénéfices à long terme, aussi bien économiques que politiques, de l'adoption de la monnaie européenne. Pour ses partisans, le choix de l'euro est avant tout une décision civilisationnelle et géopolitique, dans un contexte où le noyau dur de l'Union européenne (UE) pourrait se renforcer au détriment de la périphérie.

Besoin de « forte croissance »

Le 1^{er} janvier, une vingtaine d'économistes de renom signaient un appel au premier ministre, Mateusz Morawiecki: « Le seul avenir [pour l'UE] sera une zone euro élargie. La Pologne devrait prendre part à ce processus, si elle veut avoir une influence réelle sur l'avenir du continent. Mais aussi, si elle veut s'ancre durablement en Europe de l'Ouest. Avec notre situation géographique, nous n'avons pas le choix: soit nous serons dans la zone euro, soit dans la zone d'influence de la Russie. »

Mais M. Morawiecki, économiste de formation et qui a dirigé pendant huit ans une des plus grandes banques du pays, a coupé court au débat: « Je ne considère pas la zone euro comme une zone monétaire optimale. Nous ne pre-

« Les gens ont peur de l'augmentation des prix et d'une baisse de leur niveau de vie »

WITOLD ORŁOWSKI
économiste

nons actuellement pas cela en considération », a-t-il commenté. Selon lui, la Pologne aurait besoin, en prérequis, « de longues années supplémentaires de forte croissance » pour atteindre « 80 % à 90 % du niveau de vie des pays les plus riches de la zone euro » ainsi qu'une « convergence accrue des structures économiques. »

Le temps où l'actuel président du Conseil européen, Donald Tusk, alors premier ministre, promettait une adoption de l'euro à l'horizon 2020, paraît bien loin. Depuis, le séisme de la crise grecque est passé par là, et le gouvernement de centre droit de la Plate-forme civique (2007-2015) a été le premier à appliquer la stratégie du « pied dans la porte » de la zone euro, repoussant sans cesse la date d'entrée, et ce, en dépit d'une pression notable de Berlin, premier partenaire économique de

Varsovie. « Nous devons nous dépêcher de nous préparer, même si nous n'avons pas l'intention de nous dépêcher pour rentrer », résumait, en 2013, le ministre des finances, Jacek Rostowski.

A l'époque, un autre argument mis en avant était le fait que la dévaluation du zloty avait permis au pays de traverser la crise financière plus en douceur. Cette dévaluation entre 10 % et 15 % avait stimulé les exportations et permis de maintenir les indicateurs au vert. En 2009, la Pologne était le seul pays de l'UE à ne pas connaître de récession. Le secteur bancaire, largement dans les mains de capitaux étrangers, a, lui aussi, évité les turbulences.

Mais, selon Witold Orłowski, cet argument est dépassé. « Le zloty maintient l'illusion qu'en cas de crise, la monnaie sera dévaluée et les salaires vont baisser, une flexibilité censée doper la compétitivité. Mais ce modèle n'incite pas à investir dans les vraies sources de compétitivité, comme la recherche et développement. La Pologne, qui en aurait particulièrement besoin, doit faire avec des taux d'intérêt très élevés. » La sortie du modèle de développement fondé sur la main-d'œuvre à bas coût, auquel l'euro pourrait contribuer, est paradoxalement un objectif affiché du gouvernement. ■

JAKUB IWANIUK

La Bulgarie rêve d'entrer dans l'union monétaire

La corruption demeure un obstacle pour le pays le plus pauvre de l'UE

SOFIA - envoyée spéciale

L'endroit a presque des airs de campus américain. Derrière le terrain de tennis, près de l'auditorium de mille places, un incubateur pour start-up et une dizaine de laboratoires flambant neufs sont sortis de terre il y a moins de trois ans. A quelques kilomètres de la capitale bulgare, le Sofia Tech Park se rêve en lieu de rencontre entre universités et entreprises. «*Nous avons besoin d'un endroit comme celui-ci pour rattraper le retard pris après la chute du communisme, détaille Peter Statev, président du cluster dévolu aux nouvelles technologies. Lorsque j'ai commencé mes études, dans les années 1970, on ne pouvait pas sortir du pays. Aujourd'hui, nos jeunes créent des start-up et voyagent. L'Union européenne [UE] a changé nos vies.*» C'est d'ailleurs elle qui a financé l'essentiel des 40 millions d'euros consacrés à la construction de ce parc technologique.

Voilà le visage de la Bulgarie moderne, à la tête de la présidence tournante de l'UE jusqu'en juillet : ouverte, connectée, s'affirmant comme la capitale high-tech des Balkans. Celle dont la main-d'œuvre qualifiée et bon marché séduit des groupes comme HP ou Coca-Cola, venus y ouvrir des centres de services. Celle que le premier ministre, Boïko Borissov, ex-garde du corps, met en avant lorsqu'il martèle que son pays est mûr pour rejoindre la monnaie unique.

Son gouvernement, coalition entre les conservateurs et trois petits partis d'extrême droite, prévoit de se porter candidat au Mécanisme de change européen (MCE II), la salle d'attente de l'euro, d'ici peu. «*Ça et l'entrée dans l'espace Schengen seront l'ultime étape de notre intégration au sein de l'économie européenne, assure au Monde Vladislav Goranov, le ministre des finances. Nous remplissons tous les critères de convergence économique.*»

Il est vrai que, sur le papier, la Bulgarie, 7,1 millions d'habitants, peut se targuer d'aligner de bons chiffres. A 25,4 % du produit intérieur brut (PIB), sa dette publique est l'une des plus basses d'Europe. Sa devise, le lev, affiche une parité fixe avec l'euro depuis près de deux décennies. La croissance est dynamique (3,6 % en 2017) et le taux de chômage est de 6,4 % seulement. «*Depuis notre entrée dans l'UE,*

en 2007, notre économie s'est intégrée aux chaînes de production de l'Ouest et s'est modernisée», décrit Georgi Angelov, économiste à l'institut Open Society, à Sofia.

«*Loïn des standards européens*»

Il suffit pourtant de s'éloigner un peu de la capitale pour découvrir l'autre visage de la Bulgarie. Celle des centaines de villages vidés par l'émigration massive – 1,6 million de personnes ont quitté le pays depuis 1990. Celle qui désespère de constater que quelques oligarques se partagent des pans entiers de l'économie. Celle de la misère extrême des vieillards de l'importante minorité rom. La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'UE. Son PIB par habitant est moitié moins élevé que celui de la moyenne européenne, de 29 100 euros en 2016. Tel est le paradoxe de ce petit Etat à la frontière extérieure de l'UE, passé sous le joug ottoman entre le XV^e et le XIX^e siècle. «*Derrière les bons chiffres affichés par le gouvernement, les problèmes structurels demeurent, résume Ruslan Stefanov, du Centre pour l'étude de la démocratie, un institut de recherche de Sofia. A bien des égards, mon pays est loin des standards européens.*»

En dépit des réformes entamées pour renforcer les institutions, la Bulgarie est toujours à la 71^e place (sur 180) du classement de Transparency International sur la corruption. «*Notre système judiciaire est inefficace, le clientélisme règne, la presse n'est pas libre*», dénonce Theodor Zahov, président de l'Union des éditeurs bulgares, avec lassitude. De fait, plus de la moitié des médias appartiennent directement ou indirectement à l'oligarque et homme politique Delyan Peevski, qui contrôle également la distribution des journaux.

Les Bulgares, eux, ne se font guère d'illusions sur leur classe politique. «*Nous vivons dans une République bananière*, se désole Strashimir, enseignant, la quarantaine, sous le couvert de l'anonymat. Selon lui, le changement ne viendra pas du pays, mais de l'UE : «*Elle seule peut mettre la pression nécessaire sur nos dirigeants pour qu'ils réforment enfin la justice. Voilà pourquoi nous voulons rejoindre l'euro, même si cela risque de faire grimper les prix.*» D'après les sondages de la Commission, les Bulgares sont parmi les plus europhiles.

Du côté de Bruxelles, on souligne les progrès réalisés par Sofia depuis son entrée dans l'UE. «*La Bulgarie sera le prochain membre de la zone euro, il n'y a pas de doute*», déclarait Pierre Moscovici, le commissaire européen aux affaires économiques, le 27 avril. D'autres se montrent plus réticents, redoutant qu'une fois dans la monnaie unique, l'économie bulgare connaisse les mêmes dérives que celle de la Grèce. Mais, à l'heure du Brexit et de la montée des euroscepticisms en Pologne et en Hongrie, rejeter l'un des rares pays candidats à l'euro est politiquement délicat. «*Si on ne leur donne pas quelque chose, les populistes, arguant que Bruxelles méprise l'Europe centrale, en profiteront, au détriment de la stabilité dans la région*», résume, prosaïquement, un diplomate européen, sous le couvert de l'anonymat. Lui veut croire que la Bulgarie moderne finira, un jour, par l'emporter sur sa face sombre... ■

MARIE CHARREL